

**Numéro commun des Newsletters de l'AURDIP et de BRICUP
publié à l'occasion de la mise en place d'une plateforme européenne pour
le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI)**

Table des matières

- Le boycott universitaire et culturel d'Israël prend une dimension européenne p 1
- **Déclaration de Paris sur la mise en place d'une plateforme européenne pour le boycott académique et culturel d'Israël (EPACBI) p 2**
- Pour le boycott académique et culturel d'Israël p 2
- BRICUP se réjouit de la création de la Plateforme européenne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël. p 3
- Débat européen sur le boycott académique et culturel des institutions israéliennes p 5
- Norway : Call for an academic and cultural boycott of the state of Israel p 7
- Le boycott des produits israéliens est-il un acte criminel ? p 8
- Informations utiles p 10

Le boycott universitaire et culturel d'Israël prend une dimension européenne

Les 25 et 26 septembre se sont tenues à Paris les premières rencontres européennes pour le boycott universitaire et culturel d'Israël. Elles rassemblaient

une cinquantaine d'enseignants-chercheurs, représentant les délégations d'une dizaine de pays européens et une délégation palestinienne, à l'invitation de l'[AURDIP](#) (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) et du [BRICUP](#) (British Committee for Universities of Palestine).

Ce mouvement de boycott se veut une réponse à l'appel de la société civile palestinienne intitulé [PACBI](#) (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel). Il consiste à remettre en cause les coopérations institutionnelles en matière d'enseignement et de recherche entre Israël et la communauté internationale, les programmes d'échange et les manifestations culturelles impliquant des institutions ou l'État d'Israël, afin de forcer cet État à respecter le droit international et les droits de l'homme. Il s'inscrit dans le cadre plus large de la campagne internationale pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions à l'encontre d'Israël (Campagne [BDS](#)).

Les délégations européennes ont posé les bases d'une coordination de leurs actions à l'échelle européenne. Une réunion publique dans l'Auditorium de l'INHA a également rassemblé plus de cent personnes autour de personnalités soutenant le boycott universitaire et culturel telles que John Berger (peintre et écrivain anglais), Christophe Oberlin (chirurgien français), Eyal Sivan (cinéaste israélien), un représentant de la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israel ([PACBI](#)), Robert Boyce (historien, professeur à la London School of Economics, et Secrétaire de [BRICUP](#)) et Ivar Ekeland (ancien Président de l'Université de Paris Dauphine, Président de l'[AURDIP](#)).

Déclaration de Paris sur la mise en place d'une plateforme européenne pour le boycott académique et culturel d'Israël ([EPACBI](#))

Cette déclaration annonce la mise en place d'une plateforme européenne commune pour le boycott académique et culturel d'Israël. Les organisations nationales, régionales et locales et les mouvements adhérant à cette plateforme :

- acceptent et promeuvent le boycott des institutions académiques et culturelles israéliennes et le désinvestissement des compagnies qui contribuent aux graves violations par Israël du droit international et des droits de l'homme;
- soutiennent l'appel de la société civile palestinienne aux boycott, désinvestissement et sanctions ([BDS](#)) et acceptent les directives de mise en application publiées par la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël ([PACBI](#)) et le comité national palestinien pour le boycott ([BNC](#));
- s'accordent à développer et renforcer le boycott jusqu'à ce que le peuple palestinien obtienne une résolution des injustices actuelles conformément au droit international et aux droits de l'homme internationalement reconnus.

L'Europe, à la fois par les états qui la composent et par ses principales institutions d'intégration, joue un rôle-clé dans le maintien de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Son soutien a été maintenu en dépit des violations répétées et abondamment documentées des droits de l'homme des Palestiniens, qu'ils soient citoyens d'Israël, sous occupation israélienne ou réfugiés. Ce faisant, les institutions européennes ignorent et nient les principes de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui sous-tendent leurs textes fondateurs. Il revient donc à la société civile européenne de faire en sorte qu'elles se conforment à ces principes.

Le boycott, le désinvestissement et les sanctions sont une stratégie morale et non violente visant à obtenir des changements là où, durant des décennies, le programme consistant à "établir des ponts" avec l'opresseur a manifestement échoué. Le boycott académique et culturel est particulièrement pertinent, étant donnée la complicité des institutions académiques

et culturelles israéliennes dans les restrictions flagrantes des libertés académiques et culturelles palestiniennes, par leur soutien direct et indirect à la politique gouvernementale. L'importante contribution de BDS - y compris du boycott académique et culturel - à l'arrêt de la politique d'apartheid en Afrique du Sud démontre la potentielle efficacité de cette approche.

Nous enjoignons tous les universitaires, professionnels et praticiens de la culture européens à reconsidérer à la lumière de leur conscience les liens qu'ils ont ou envisagent d'avoir avec les institutions israéliennes dans leurs domaines respectifs. Nous exhortons ceux qui souhaitent établir la justice au Proche-Orient et promouvoir le respect du droit international dans le monde à constituer des structures locales, régionales et nationales pour la promotion de ce boycott. Nous les assisterons et les conseillerons dans la mise en place de telles organisations, de manière à réaliser une coordination des activités de boycott académique et culturel à l'échelle du continent.

Paris, 26 septembre 2010

Pour le boycott académique et culturel d'Israël

Discours prononcé par Nahed Taufik à l'Auditorium de l'INHA le 25 Septembre 2010

Pourquoi le boycott académique et culturel d'Israël ?, se demande-t-on. Qu'est-ce qui justifie la campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël ([PACBI](#))?

Laissez-moi commencer par expliquer pourquoi il doit y avoir un boycott des institutions et des produits israéliens. La terrible réalité sur le terrain en Palestine occupée fait du boycott d'Israël et des institutions complices, non seulement une obligation morale, mais surtout une nécessité politique urgente, comme ce fut le cas à l'époque du combat contre l'Apartheid en Afrique du Sud. L'Appel de la société civile palestinienne pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions ([BDS](#)) vise à mettre Israël face à sa responsabilité devant le droit international et les principes universels des droits de l'homme.

Le boycott, c'est donc une approche fondée sur le droit qui a pour but ultime l'application du droit international. Conformément à cet objectif, le boycott cessera quand Israël appliquera le droit international et respectera les droits de l'homme.

Il est nécessaire que les sociétés civiles dans le monde entier se réapproprient leur pouvoir politique et refusent de se résigner au problème de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid en Israël.

Par le rôle politique et scientifique qu'elles jouent, les universités et institutions académiques israéliennes sont une cible nécessaire de la campagne BDS. En effet, d'un point de vue institutionnel, les universités soutiennent l'oppression de l'Etat d'Israël, son armée, son idéologie, ainsi que ses lois et pratiques discriminatoires. Il y a une collaboration forte entre les universités israéliennes et la politique d'occupation. Par exemple, l'Université de Tel-Aviv a recruté Pnina Sharvit Baruch, colonel actif pendant les récents massacres de Gaza, dans sa Faculté de Droit. Ou encore, parmi les fonctionnaires hauts placés dans la hiérarchie universitaire figurent des militaires notoires comme Arnon Sofer de l'Université de Haïfa – qui est aussi, soit dit en passant, à la tête du Collège pour la Sécurité Nationale –, militaire qui s'est rendu célèbre pour avoir placé le « problème démographique » (entendons : le trop grand nombre de Palestiniens !) au cœur du programme de l'université. De même, toutes les facultés de sciences naturelles, notamment celles de l'université de Tel-Aviv et du Technion, collaborent directement avec l'armée israélienne sur des projets militaires tels que la conception des gadgets électroniques utilisés le long du Mur de Séparation.

Par ailleurs, nombre d'universitaires israéliens ont signé des pétitions de soutien à l'armée israélienne lors des massacres de Gaza en janvier 2009. Toutes les universités ont accepté des lois et adopté des mesures qui favorisent les citoyens ayant effectué leur service militaire, et discriminent ainsi les Palestiniens qui ne le font pas.

L'université d'Ariel, l'université de Bar Ilan et le collège Herzog ont ouvert des campus dans les territoires occupés. L'université de Tel-Aviv a construit une partie de son campus sur un terrain palestinien rasé. L'université hébraïque de Jérusalem a également annexé des terres palestiniennes en 2004 pour étendre son campus.

Toutes ces informations sont bien documentées par des études comme le rapport de l'Association Palestine de l'Université SOAS à Londres, intitulé « L'Université de Tel-Aviv : une partie intégrante de l'occupation israélienne » ; ou les différents rapports du Centre d'information alternative (AIC) tels que « L'économie

de l'occupation », ou « [La complicité des institutions universitaires israéliennes dans l'occupation des territoires palestiniens](#) », datant de 2009. A cela s'ajoutent les rapports accablants de Adalah, Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël.

Si certains s'interrogent sur l'efficacité d'une telle démarche, sachez que durant les cinq dernières années, le boycott a eu plus de succès que durant toutes les années du combat contre l'Apartheid en Afrique du Sud. Après une si courte durée, on trouve déjà des articles et enquêtes sur le boycott dans les médias dominants comme CNN, Financial Times, Haaretz ou le Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Après la guerre contre Gaza en 2008-2009 et l'attaque contre la flottille de la paix, deux crimes israéliens restés impunis, on voit, encore une fois, l'urgence et la nécessité qu'il y a de faire pression sur Israël : le boycott est l'outil le plus adéquat pour ce faire.

Nahed Taufik est la représentante de [PACBI](#) aux premières rencontres européennes pour le boycott universitaire et culturel d'Israël, tenues à Paris

[BRICUP](#) se réjouit de la création de la Plate-forme européenne pour le Boycott Universitaire et Culturel d'Israël.

Discours prononcé par Robert Boyce à l'Auditorium de l'INHA le 25 Septembre 2010

Le Comité britannique fonctionne depuis 2004. S'il avait gagné une réputation répandue et s'imposait un peu plus dans la politique du pays, c'est peut-être grâce à l'environnement plus favorable en Angleterre que dans les autres pays d'Europe continentale comme la France. En premier lieu, il n'y a qu'un seul syndicat de professeurs universitaires à cibler en Angleterre. En second lieu, n'étant pas des fonctionnaires, les universitaires d'Angleterre ont une indépendance plus large qu'en France ou ailleurs. De plus, en dépit des accusations constantes d'anti-sémitisme auxquelles on fait face, le pays est moins sensible à cette forme d'intimidation en raison de notre histoire : c'est-à-dire le mythe populaire que l'Angleterre n'eut aucune responsabilité ni dans la montée du fascisme en Europe avant la deuxième guerre mondiale ni dans l'holocauste qui l'a suivi. Au contraire, l'Angleterre versa de son sang pour libérer l'Europe et constitua pratiquement le seul asile pour les survivants de ce crime bestial.

Le sentiment de culpabilité pour le sort des juifs de l'Europe est par conséquent bien moins fort que celui de l'Europe continentale. La place de religion organisée est également significatif. A l'instar des États-Unis, les églises protestantes influencèrent de façon significative l'évolution de la culture britannique. Cependant, à la différence des États-Unis, les églises protestantes en Angleterre n'interprètent pas les Saintes Ecritures dans une manière qui favorise le Sionisme.

Malgré ces avantages, tous les comités nationaux européens font face à une série d'obstacles dans la quête d'un règlement juste du conflit en Palestine. Ces obstacles proviennent par exemple :

- des gouvernements qui cherchent des avantages stratégiques en s'alignant avec les Etats-Unis défenseur d'Israël ;

- des médias qui couvrent la crise au Moyen-Orient sans avoir le courage d'expliquer la source ou la nature du conflit et qui essaient par tous les moyens de paraître impartial qu'ils trouvent des excuses pour les crimes israéliens les plus haineux. (La BBC a refusé l'émission d'un appel à l'aide pour les victimes palestiniennes après l'invasion de Gaza en janvier 2009) ;

- des syndicats qui confondent le Histadrut (1) pour un allié fraternel dans leur recherche de justice au travail ;

- des administrateurs de l'université dont le souci de leur propre réputation et de plus en plus leur capacité de collecter des fonds privés les conduisent à décourager les activités politiques et en particulier à ressusciter la pratique commune sous la Guerre Froide qui consistait à refuser l'accès aux salles de réunion aux critiques de la politique d'Israël ;

- et des collègues universitaires qui confondent notre boycott des universités israéliennes - car travaillant pour l'état d'Israël - avec le boycott de chercheurs et d'universitaires particuliers, et nous accusent d'entraver la liberté d'expression.

La vision néo-conservatrice n'a heureusement pas traversé l'Atlantique, ou au moins n'a pas gagné de terrain comme aux États-Unis. Dans les pays de l'Union Européenne, une minorité seulement de citoyens pense que nous faisons face à un choc des civilisations manichéen, avec Israël du côté de la lumière et les Palestiniens du côté obscur. Les chocs que la plupart d'entre eux voit sont les attaques de

forces armées israéliennes bien équipées contre des Palestiniens pauvres et pratiquement sans défense. Avec chaque choc de ce type, un plus grand nombre de citoyens de l'Union Européenne comprennent mieux le but de notre campagne, et après l'invasion la plus récente de Gaza, nous observons une croissance extraordinaire de compréhension. Les quelques exemples d'événements récents suivants en témoignent :

- Depuis avril dernier, la fédération des syndicats Écossais (le Scottish TUC) s'est lancée dans une campagne de boycott afin de stopper les crimes israéliens. Des boycotts ont été organisés indépendamment contre trois sociétés israéliennes : Eden Springs, Marriott Hotels et le Caledonian Hotel à Edimbourg.

- Au mois d'août, plus de 150 artistes Irlandais ont annoncé leur engagement auprès de la campagne BDS.

- Au mois de septembre, les syndicats de travailleurs britanniques ont adopté à l'unanimité une motion de soutien à la campagne BDS et ont appelé à la préparation d'un plan d'action dans un délais d'un mois.

- Le gouvernement norvégien a demandé à ce que son énorme fond d'investissement soit désinvesti des compagnies israéliennes qui profitent de l'occupation illégale de terres palestiniennes ou de la construction du mur de séparation.

- Le ministre hollandais des affaires étrangères vient d'annuler une tournée de maires israéliens aux Pays-Bas, en apprenant que la liste de cette délégation israélienne comprenait des représentants des colonies.

- Le parlement européen a endossé le rapport Goldstone et manifesté son opposition à une mise à niveau des relations avec Israël tant que le conflit avec les Palestiniens n'est pas résolu.

A présent des individus et des groupes bien au-delà des frontières de l'Europe ont rejoints notre campagne :

- Après la dernière attaque contre Gaza, des dockers en Californie, en Suède ainsi qu'en Afrique du Sud ont refusé de charger ou décharger des bateaux en partance pour Israël.

- Un groupe de juristes américains a promu le boycott de la société Caterpillar Incorporated. Un autre groupe

des universitaires promeut le boycott des compagnies Hewlett Packard, Elbit Systems, Motorola et Northrop Grumman ainsi que Caterpillar parce qu'elles vendent des produits militaires sensibles à Israël.

- Après l'attaque contre la flottille d'aide humanitaire au mois de mai, la Turquie a commencé un boycott général d'Israël.

- Au Canada le Syndicat des Employés Publiques (le Canadian Union of Public Employees dit CUPE), le plus grand syndicat du pays, soutient la campagne BDS. A Montréal au début de cette année, 500 artistes ont annoncé leur soutien à la même campagne.

- Des comités BDS ont été créés par des universitaires et des intellectuels aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Inde et au Pakistan. Dans beaucoup d'autres pays, des écrivains, artistes et scientifiques se prononcent contre la poursuite des relations avec Israël. En privé, des milliers de personnes prennent la décision de boycotter des biens en provenance d'Israël ou des colonies juives illégales implantées dans les territoires occupés.

- En Israël même, Gush Shalom boycotte des biens produits dans les colonies. Une nouvelle organisation, Boycott from within! unissant des Palestiniens et des Juifs citoyens d'Israël, est active depuis 2009. En août, 60 acteurs, dramaturges et réalisateurs israéliens ont annoncé leur refus de travailler dans le nouveau centre culturel d'Ariel et dans toute autre colonie. Cette action a été critiquée par le premier ministre Netanyahu, et au moins 150 universitaires se sont publiquement associés avec les acteurs et les réalisateurs, affirmant qu'ils refuseraient de travailler dans les colonies illégales.

Ce développement est important car jusqu'à présent seule une poignée d'universitaires israéliens étaient prêts à dénoncer la politique d'occupation illégale de leur gouvernement ou sa perturbation systématique de l'enseignement supérieur dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Nous aimerions croire que cette manifestation de dissidence est due, en partie au moins, à notre campagne de boycott universitaire et culturel.

Une autre preuve que la campagne internationale élargie de BDS fonctionne a été donnée récemment par des officiels israéliens, qui l'ont décrite comme la plus grande menace à la réalisation du projet sioniste. Et pourtant il nous reste tant à faire car la grande majorité des universités israéliennes soutiennent toujours

constamment les politiques illégales de leur gouvernement.

Naomi Klein, l'écrivaine et militante anti-sioniste, a inventé la terme 'shock doctrine' pour décrire comment les gouvernements ont appris à exploiter des crises, même les créer, afin de mettre en pratique des politiques impopulaires. Elle pourrait s'être inspiré des mots de David Ben-Gurion, qui a réfléchi sur la possibilité d'expulsion en 1939 : « Ce qui est inconcevable dans des temps normaux devient possible dans des temps révolutionnaires; et si en ce moment l'occasion est manquée et ce qui est possible dans de telles grandes heures n'est pas porté - un monde entier est perdu. » Il existe un nombre croissant de preuves qu'Israël provoque une autre guerre régionale – contre le Hisbollah au Liban ou contre l'Iran - en espérant ainsi peut-être créer les conditions préalables au nettoyage ethnique complet de la Cisjordanie et de Gaza. Je crains que la situation n'empire avant qu'elle ne s'améliore. En revanche, cela montre l'urgence d'intensifier notre campagne et de souligner l'injustice à laquelle fait face le peuple palestinien et de hâter la fin de leur oppression.

(1) Histadrut (Association générale des travailleurs de la Terre d'Israël) est le principal syndicat de travailleurs israéliens

Robert Boyce est historien, professeur à la London School of Economics, et Secrétaire de [BRICUP](#)

Débat européen sur le boycott académique et culturel des institutions israéliennes

Discours prononcé par Ivar Ekeland à l'Auditorium de l'INHA le 25 Septembre 2010

L'association que j'ai l'honneur de présider s'appelle l'[AURDIP](#), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine. C'est dire que notre approche de la question palestinienne se fait par le droit, et non par la politique. Eyal Sivan a déjà souligné combien le respect du droit international est central pour la légitimité de l'État d'Israël, qui, seul de tous les états de la planète, tire son existence d'une décision de l'ONU. Si le gouvernement israélien persiste à fouler aux pieds le droit international,

et à traiter avec mépris les résolutions de l'ONU, c'est le fondement même de l'état qu'il remet en question.

Il est paradoxal que le droit international ne soit pas respecté par ceux-là mêmes qui auraient le plus intérêt à le faire. Parmi les violations les plus flagrantes, sources de toutes les autres, mentionnons l'expulsion des Palestiniens en 1947, l'occupation militaire et la colonisation de la Cisjordanie, le siège de Gaza et le traitement différencié des citoyens arabes en Israël.

Quand le droit n'est pas respecté, la loi prévoit des sanctions: la peur du gendarme est le commencement de la sagesse. C'est bien ce que font la charte de l'ONU et les traités signés par l'Union Européenne. Dans le cas de l'ONU, les sanctions existent, et ont été appliquées contre d'autres états, comme l'Irak, de manière particulièrement cruelle, ou, en ce moment, l'Iran - mais jamais contre Israël. Dans le cas de l'UE, non seulement les sanctions prévues à l'article 2 de l'accord d'association avec Israël ne sont pas appliquées, mais la collaboration s'étend en largeur et en profondeur. Sait-on que le contribuable européen est le second bailleur de fonds des universités israéliennes, après le citoyen israélien ? Dans les domaines scientifiques et techniques, la place faite à Israël dans les programmes européens tire la recherche vers des domaines que je considère personnellement comme éthiquement dangereux et intellectuellement vides. A titre d'exemple, Motorola-Israel prend part au projet "iDetect4All" (sic), destiné à envoyer des alertes sur des activités suspectes à proximité de bâtiments ou de ressources ayant une valeur économique.

Quand le gendarme dort, ou refuse de faire son devoir, que peut faire le citoyen ? Il doit se défendre, mais il n'a pas, lui, d'armes à sa disposition. Il lui faut trouver un moyen non-violent, qui frappe les esprits comme le délinquant a frappé les corps, et dont la force ne soit pas physique, mais morale.

Ce moyen existe: c'est le boycott. Pour nous, universitaires et chercheurs, c'est le boycott académique et culturel. Il consiste à refuser de collaborer avec les institutions israéliennes, c'est-à-dire refuser de se rendre à des congrès en Israël, refuser de participer à des projets de recherche commun avec des universités ou des laboratoires israéliens.

On nous demande souvent: pourquoi ne pas différencier ? Pourquoi ne pas exempter telle université, ou tel département dans telle université ? Pourquoi se priver de visiter tel chercheur sous prétexte que c'est dans le cadre d'un projet européen que vous n'approuvez pas ? C'est que je ne connais pas une seule université israélienne qui, d'une manière ou d'une autre, ne soit pas profondément impliquée dans la surveillance et la répression du peuple palestinien, et qui ne conçoive pas ses programmes d'enseignement et de recherche en fonction des intérêts de l'armée d'occupation. Des facilités d'études données aux soldats aux diplômés délivrés en tenant compte des états de service, du développement de nanotechnologies dédiées à la surveillance à la conception de manuels d'éthique "pratique" pour les opérations militaires et les interrogatoires, c'est tout un système qui est mis en place et dont on ne peut pas isoler une partie. Les enseignants et les chercheurs qui y travaillent contribuent à son bon fonctionnement, et ce sont les meilleurs qui y contribuent le plus. De bons serviteurs peuvent servir de mauvais maîtres, l'histoire nous en a donné de nombreux exemples. Le savant ne vit pas sur la Lune, ses travaux s'insèrent dans un contexte, et c'est dans ce contexte qu'il faut le juger.

Boycotter certes, mais aussi expliquer pourquoi. C'est en cela que le boycott est un acte moral: il arrache les masques et interroge directement les consciences. Ce que je viens de dire est bien documenté, mais généralement ignoré ou passé sous silence: les uns préfèrent ne pas savoir, les autres en ont trop à dire. Il faut donc informer, expliquer dans chaque cas comment en prêtant son nom à l'activité visée on contribue finalement à des actes que l'on n'accomplirait pas soi-même. Pour ne donner qu'un exemple, les recherches menées au Technion sur les nanotechnologies sont à double tranchant: elles peuvent servir, soit à concevoir des sondes médicales qui se déplacent à l'intérieur du corps humain, mais aussi des drones capables de pénétrer dans les maisons. L'une et l'autre sont menées de front, parallèlement certes, mais qui peut croire qu'en collaborant à l'une on n'aide pas l'autre ?

Le boycott est un acte éducatif. Certes, chacun peut faire ses choix. Ce que nous voulons, c'est que ces choix soient faits en connaissance de cause. Nous voulons la vérité, car c'est le mensonge qui nous étouffe. Rien que pour tenir ce débat, nous avons dû

nous battre tout un mois. Trois directeurs d'établissements d'enseignement public ont refusé qu'il ait lieu dans leurs locaux, non par manque de sympathie, mais parce qu'ils voulaient éviter les ennuis. Ils n'ont fait qu'exprimer ce que ressent la majorité des collègues: je crains que vous ne disiez la vérité, mais il vaut mieux ne pas chercher à savoir. Pour reprendre une formule célèbre, la question ne sera pas posée.

Cette situation a déjà été décrite par Martin Luther King, dans un texte très beau, écrit en 1963 lorsqu'il était en prison à Birmingham (Alabama) pour avoir (déjà!) appelé au boycott et défilé pacifiquement dans les rues de la ville. Je lui laisse la parole:

“Je dois tout d'abord vous avouer que ces dernières années, j'ai été extrêmement déçu par le blanc modéré. J'en suis presque arrivé à la conclusion regrettable que le principal obstacle que rencontre le Noir dans son élan vers la liberté n'est ni le Ku Klux Klan, ni les ligues de défense des blancs, mais bien le blanc modéré, celui qui s'attache davantage à l' "ordre" qu'à la justice; qui préfère une paix négative, qui se réduit à l'absence de tensions, à une paix positive, qui est la présence de la justice; qui dit constamment “je suis d'accord avec le but que vous poursuivez, mais je ne peux pas être d'accord avec vos méthodes d'action directe”; qui, de manière paternaliste, s'imagine qu'il peut décider des étapes par lesquelles un autre homme accèdera à la liberté; qui vit dans un temps mythique, et qui conseille en permanence au Noir d'attendre “un moment plus favorable”. La compréhension superficielle des gens de bonne volonté est plus frustrante que l'incompréhension totale des gens de mauvaise volonté. L'acceptation tiède et beaucoup plus déconcertante que le rejet complet”

Ivar Ekeland est ancien Président de l'Université de Paris Dauphine et Président de l'[AURDIP](#)

Norway : Call for an academic and cultural boycott of the state of Israel

The state of Israel occupies Palestinian territory, and denies the Palestinian inhabitants basic human rights. The attacks on Gaza in 2009, and the brutal and illegal siege has shocked a whole world. Being in control of all of historic Palestine, Israel subjects the Palestinian

population to daily harassment, forces them to abandon more and more areas and treats them as second-class citizens. The situation has rightly been compared to the apartheid era in South Africa.

Israel refuses to comply with United Nation decisions and with international law, but is still not met with international sanctions. It is therefore imperative that ordinary people take up the challenge and put pressure on Israel. Israeli universities, research communities and cultural institutions play a key role in the continued occupation. Extensive cultural and research cooperation between Israel and the West has contributed to legitimize the Israeli policy of oppression.

We do not want to end the dialogue, but we want to resume responsibility and explain to our colleagues why we hold the position that Israel's treatment of the Palestinians is unacceptable. The future for both Palestinians and Israelis depends on ending the occupation and on securing basic human rights for everybody living in the area. We do not believe this will happen without external pressure. There are also scientists, students, artists and cultural workers within Israel, who are publicly opposing the occupation. These groups are in need of international support.

Palestinian academics and intellectuals have repeatedly called upon their colleagues abroad to boycott academic and cultural institutions in Israel in order to end occupation and oppression.

We who sign this call – cultural workers and employees at universities, colleges, research institutions and cultural institutions in Norway – are heeding their call. We ask all cultural workers and artists, employees and students at Norwegian universities and colleges, as well as employees at research institutions and cultural institutions, to join us in this, by refraining from :

* Research and cultural cooperation with the state of Israel's universities, research institutions, art and cultural institutions, and representatives of these institutions.

* Exchange of guest researchers, lecturers, exhibitors and artists with these institutions.

* Awarding scholarships and research funds to such institutions and their representatives.

* Participation at scientific conferences and cultural events in Israel with representatives of such institutions.

At the same time we call for cooperation with and support for organizations and individuals in Israel, including research workers, students, artists and cultural workers who are working to end the occupation and the denial of human rights for Palestinians.

We finally call on the boards of Norwegian academic and cultural institutions, and on the associations and unions of artists and of employees at universities, colleges and research institutions, as well as on student organizations in Norway, to support this boycott.

The campaign for academic and cultural boycott of the state of Israel in Norway ([AKULBI](#))

See the [list](#) of 100 persons from the Norwegian cultural and academic field that support the boycott at launching

Le boycott des produits israéliens est-il un acte criminel ?

Par Sonia Dayan-Herzbrun, Annick Coupé, Gustave Massiah et Jean-Marie Muller | publié initialement le 18/10/2010 dans [Rue89](#) |

Arme non-violente, arme des sans-armes, utilisé jadis à l'encontre de l'Afrique du Sud, le boycott semble aujourd'hui remettre en cause la toute puissance de la consommation-reine, celle des marchandises ainsi que celle d'un État (Israël) qui a toujours profité d'une totale impunité.

Plus personne ne peut dire, à l'heure actuelle, qu'Israël respecte le droit international ou les droits humains. Pourtant, près de 80 plaintes ont été déposées contre des militants et militantes français issus de la société civile, de mouvements associatifs, de syndicats, et de partis politiques, pour avoir appelé à boycotter les produits en provenance d'Israël.

Ces plaintes font suite à la circulaire de la ministre Michèle Alliot-Marie qui a entretenu la confusion entre « produits casher » et « produits israéliens », en appelant les tribunaux à la vigilance contre des « actes de discrimination raciale » !

La [criminalisation de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions](#) (BDS) contre Israël ne nous surprend pas. Elle montre simplement que le monde d'aujourd'hui marche à l'envers :

* Criminel est l'acte d'appeler à boycotter des produits issus des colonies israéliennes.

* Normal et conventionnel est celui de consommer passivement les produits de l'entreprise Agrexco, débarqués aujourd'hui à Marseille et qu'on voudrait installer à Sète demain, et dont les fruits et légumes viennent directement des colonies, en violation des résolutions onusiennes condamnant l'occupation des territoires palestiniens depuis 1967.

Aucune règle de traçabilité ne permet, en ce moment, de distinguer les produits provenant directement d'Israël et ceux des colonies. Est-il normal d'acheter des produits qui proviennent de terres occupées en infraction à la loi internationale ?

Devons-nous, comme nous le demandent le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) et son président Sammy Ghazlan – à l'origine de la majorité de ces plaintes contre le mouvement BDS –, d'être des consommateurs aveugles, muets, sourds à la loi... et heureux.

Quant à la volonté d'assimiler le boycott à un acte « antisémite », et la tentative de manipuler la mémoire du génocide nazi des juifs d'Europe, elle n'est pas seulement scandaleuse, mais absurde lorsqu'on va jusqu'à porter plainte contre Stéphane Hessel, ancien diplomate français, résistant, juif et rescapé du camp de Buchenwald, pour son soutien public à la campagne de boycott économique, culturel et universitaire des produits en provenance d'Israël et des institutions israéliennes.

Ceux qui, en France, soutiennent inconditionnellement la politique israélienne devraient regarder du côté d'Israël : du côté d'Omer Shoshan, jeune soldat israélien de 19 ans récemment emprisonné pour avoir refusé de servir dans une armée d'occupation ; ou de celui des 150 Israéliens, intellectuels, artistes et hommes de théâtre, qui ont appelé fin août au refus de se produire dans les colonies israéliennes en Cisjordanie.

Le boycott, une longue histoire de révoltes légitimes

Le boycott n'a rien de nouveau, d'exceptionnel, ou de révoltant, il est au contraire une longue histoire de révoltes légitimes.

* Révoltés par l'apartheid en Afrique du Sud, les boycotteurs du monde entier dans les années 80 ;

* révoltés par la discrimination des Noirs aux Etats-Unis, les boycotteurs des bus de Montgomery en 1955 ;

* révoltés par la colonisation de la Grande-Bretagne, les boycotteurs indiens des produits britanniques des années 30 ;

* révoltés aussi, bien en amont, ceux qui, quelques années avant la Guerre de sécession américaine, appelèrent à boycotter les produits d'entreprises américaines pratiquant l'esclavagisme.

Face à l'attaque par l'armée israélienne en mai, dans les eaux internationales, de la flottille humanitaire pour Gaza, et le meurtre de neuf militants turcs qui s'y trouvaient ; face à l'utilisation d'armes non-conventionnelles, comme les bombes au phosphore ayant largement arrosé la Bande de Gaza il y a un an et demi ; face aux bulldozers israéliens qui, à l'heure actuelle, continuent de judaïser la partie palestinienne de Jérusalem pour y construire 1 500 nouvelles unités d'habitations destinées aux colons ; face aux violations du droit international par Israël sous toutes ses formes... la campagne internationale de BDS contre l'impunité d'Israël dont nous nous réclamons, s'inscrit également dans cette longue histoire.

Lancée en juillet 2005 à l'appel de la société civile palestinienne, la campagne de Boycott contre la politique israélienne est aujourd'hui internationale. Elle est relayée par les syndicats britanniques et irlandais, tout comme par les anticolonialistes israéliens.

Aux États-Unis, l'université de Harvard a retiré tous ses placements israéliens, pour une valeur de 40 millions de dollars, et celle de Johannesburg, en Afrique du Sud, menace de couper tous ses liens économiques et académiques avec l'université Ben Gourion.

Le gouvernement des Pays-Bas vient d'annuler une tournée de maires israéliens, en raison de la présence de représentants des colonies d'Efrat et de Kyriat Arba. Prix Nobel de la paix et figure de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, l'archevêque Desmond Tutu déclarait encore récemment :

« Nous avons vaincu l'apartheid sans violence parce que la communauté internationale avait accepté de soutenir la campagne de désinvestissement en Afrique du Sud. Une campagne similaire peut apporter la paix au Moyen-Orient sans violence. »

Sammy Ghozlan et les tribunaux français l'attaqueraient-ils, lui-aussi, pour « incitation à la haine raciale » ?

La singulière criminalisation du boycott en France

La criminalisation des boycotteurs en France est un cas singulier, où certains pensent pouvoir briser un mouvement social, civil et anticolonial par la seule force des tribunaux.

On sourira sans doute un jour de ces valeurs inversées qui font de simples citoyens défendant les droits du peuple palestinien par la seule force du boycott et de la non-violence, des criminels, et d'Israël une victime offensée.

En attendant, restons sérieux et persévérants : nous avons le droit de boycotter Israël quand il ne respecte pas le droit international et refuse de prendre en compte les décisions adoptées par les Nations unies.

Ce boycott est légitime et nous allons continuer à le faire, à l'image d'une campagne internationale qui porte aujourd'hui ses fruits. Car si la politique coloniale d'un État surarmé doit aujourd'hui se cacher derrière les tribunaux français, c'est aussi que cette politique s'affaiblit moralement, et qu'elle devra bientôt s'incliner face au droit international.

Sonia Dayan-Herzbrun, professeure de sociologie (université Paris-Diderot), vice-présidente de l'Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine ([Aurdip](#)) ; **Annick Coupé**, porte-parole de [Solidaires](#) ; **Gustave Massiah**, membre fondateur du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale ([Cedetim](#)) ; **Jean-Marie Muller**, membre fondateur du Mouvement pour une alternative non-violente ([MAN](#)).

Formulaire d'adhésion aux objectifs de l'AURDIP

- NOM et prénom :

- Adresse :

- Adresse email :

- Fonction :

- Institution :

- Matière :

Merci de remplir et d'envoyer ce formulaire à l'AURDIP, CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Vous pouvez aussi adhérer aux objectifs de l'AURDIP ou vous inscrire sur la liste de diffusion de notre Newsletter sur notre site :

<http://www.aurdip.org/>

Adhésion à l'AURDIP

Si vous adhérez aux objectifs de l'AURDIP, vous pouvez aussi devenir membre en vous acquittant d'une cotisation de 50 Euros par chèque ou par virement bancaire (voir ci-dessous).

Soutien financier à l'AURDIP

L'AURDIP a besoin de votre soutien financier. Nous avons besoin de fonds pour financer nos activités, des réunions publiques, l'impression des dépliants et de l'ensemble des dépenses de la campagne.

Vous pouvez vous acquitter de votre cotisation ou effectuer un don par chèque ou par virement bancaire.

Domiciliation bancaire : La banque postale (code 20041), centre financier 75900 Paris cedex 15 (code guichet 00001)

Numéro de compte: 5593484E020

IBAN: FR58 2004 1000 0155 9348 4E02 029

BIC: PSSTFRPPPA

Adresse postale : Trésorier de l'AURDIP, CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Vous recevrez un reçu qui vous permettra une déduction fiscale.

Pour plus de détails, veuillez contacter tresorier@aurdip.fr

AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) est une organisation française d'universitaires créée en liaison avec la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) et avec l'organisation britannique BRICUP.

Notre site web est www.aurdip.org/

Pour nous écrire newsletter@aurdip.fr